

Le Gouvernement reprend les expropriations et pourra établir¹ jusqu'à 50 mille familles



Par André Barrocal

Source : *Carta Maior* - mai 2011 -

http://www.cartamaior.com.br/templates/materiaMostrar.cfm?materia_id=17811&boletim_id=911&componente_id=14765

Traduction : Monica Sessin pour *Autres Brésils*

Le gouvernement de Dilma Rousseff prévoit de reprendre les expropriations de terres pour appliquer la réforme agraire à partir de juin ou juillet, grâce à la mise à disposition d'un demi-milliard de *reais*. Cette somme était déjà prévue dans le budget mais une coupe des dépenses annoncée par l'équipe économique en février avait laissé planer un doute sur son utilisation. Il n'y a pas encore d'objectif officiel pour les « *assentamentos* »², mais les moyens (530 millions de R\$) pourraient permettre de traiter le cas de 50 mille familles.

De 2000 à 2010, le gouvernement a payé 7,7 milliards de R\$ pour acheter des terres et établir 780 mille familles, selon l'*Instituto Nacional de Colonização e Reforma Agrária* (Incra-Institut National de Colonisation et de la Réforme Agraire). En moyenne, chaque famille a coûté environ 10 mille R\$

¹ 'Assentar' en portugais. Il s'agit, dans le cadre de la Réforme Agraire, de donner des terres aux petits agriculteurs sans-terre.

² C'est-à-dire des terres légalisées avec titres de propriété

pour être établie. En extrapolant à partir de ce coût, on a une idée de l'ordre de grandeur de la réforme agraire proposée par l'administration Dilma cette année. En 2011, cette politique était quasiment à l'arrêt. Selon l'Incra, 600 mille R\$ ont été dépensés en expropriations.

Le ministre du Développement Agraire, Afonso Florence, a déclaré qu'il n'était pas encore possible d'évaluer le nombre de familles dont on pourra s'occuper en 2011. Une partie de la somme pourrait être utilisée pour payer des expropriations antérieures pour lesquelles il y a un recours en Justice afin d'être réévaluées.

Le *Grito da Terra*, marche annuelle de revendications qui a eu lieu en mai à Brasília, la *Confederação Nacional dos Trabalhadores na Agricultura* (Contag- Confédération Nationale des Travailleurs de l'Agriculture) demandait la légalisation en urgence de 150 mille familles « *acampadas* »³.

L'annonce du gouvernement selon laquelle il va dégager des fonds pour la réforme agraire a été faite après la réunion du Conseil d'Administration de la Contag avec la présidente Dilma Rousseff et les ministres Afonso Florence et Gilberto Carvalho (Secrétariat Général). D'abord à la presse, au *Palácio do Planalto*⁴, par Florence et le président de la Contag, Alberto Broch. Puis par ces derniers accompagnés de Gilberto Carvalho, juchés sur un camion équipé de hauts parleurs, s'adressant aux manifestants du *Grito* qui étaient sur l'esplanade des Ministères, à Brasília.

Les producteurs présents ont entendu que le gouvernement a décidé de créer une surintendance ayant pour fonction exclusive de s'occuper de l'habitat rural à la *Caixa Econômica Federal*⁵. La Contag voulait 2 milliards de R\$ pour un fonds spécial destiné à l'habitat rural. Le Fonds a été créé en 2009, avec 500 millions de R\$, dont 130 millions ont déjà fait l'objet de contrats pour construire 8,9 mille unités habitables, selon le Ministère des Villes.

Au lieu de s'engager à augmenter les sommes du Fonds, le gouvernement a décidé d'essayer de réduire la bureaucratie de la Caixa, habituée à s'occuper de clients urbains. "L'agriculture familiale ses particularités. Là-bas en Amazonie, celui qui n'a pas de titre de légalisation foncière ne peut obtenir un prêt pour réparer une maison. Cette surintendance va aider à trouver des alternatives", a déclaré l'agriculteur Carlos Augusto Santos Silva, président de la Fédération des Travailleurs dans l'Agriculture du Pará.

Le Plan récolte : précisions

Sur une autre revendication faite par le *Grito*, l'entente avec le gouvernement a été totale. Dans le plan récolte 2011-2012, le financement officiel aux agriculteurs familiaux sera de 16 milliards de R\$. C'est ce que demandait la Contag, et l'équivalent du plan précédent, comme il a semblé approprié au gouvernement, qui essaye de maîtriser les dépenses. Ce sera la première fois, depuis le passage de la récolte 2002-2003 à celle de 2003-2004, qu'il n'y aura pas d'augmentation du crédit au secteur familial.

"Mais à présent les taux d'intérêt seront plus bas. Nous aurons plus d'argent à des conditions attractives", a affirmé le ministre du Développement Agraire. De plus, a expliqué Florence, le gouvernement renforcera les prestations d'assistance technique au producteur familial, que la Contag considère comme ayant été "démantelée". L'appui technique aide l'agriculteur à se préparer pour emprunter aux banques. Avec plus d'aide, on espère que le secteur pourra utiliser le maximum du financement officiel qui lui a été réservé.

³ Il s'agit de familles ayant pris possession d'un lopin de terre pour le cultiver.

⁴ Palais de la Présidence, l'Elysée brésilien;

⁵ C'est une des plus grandes banques gouvernementales brésiliennes destinée à récolter des fonds pour les pauvres.

Selon les données du ministère de l'Agriculture, la moyenne des crédits qui ont été utilisés par les petits agriculteurs dans la dernière décennie a été de 70% par an. Elle n'a dépassé les 80% qu'une seule fois. Pour les 'grands', en huit ans, il a fallu donner plus d'argent que disponible initialement.

C'est la non utilisation de tous les fonds qui a amené la Contag à renoncer à demander l'augmentation du crédit en 2011. "Aujourd'hui, le revenu est l'un de nos gros problèmes. Tout le monde n'a pas accès au crédit" a affirmé Alberto Broch.

C'est pourquoi selon lui, les signes donnés par le gouvernement à propos d'une autre exigence de la Contag ont été importants : la création d'un programme de garantie de prix planchers pour la production des agriculteurs familiaux. Le gouvernement mettra en place un groupe de travail, coordonné par le *Ministério da Fazenda*⁶ afin d'étudier les modalités de son instauration ainsi que les montants.

"Nous sommes satisfaits. Tous les deux mois, nous allons nous asseoir aux côtés du gouvernement pour évaluer les choses qui marchent et celles qui ne marchent pas", a affirmé Broch. "Le bilan est positif. La présidente Dilma a pris des décisions qui placent l'agriculture familiale au coeur du développement du pays", a déclaré Florence.

⁶ Ministère de l'économie et des finances.